

## Études internationales



Le PRESTRE, Philippe G. (dir.). *Role Quests in the Post-Cold War Era. Foreign Policies in Transition*. Montréal, McGill-Queen's University Press, 1997, 315 p.

Samir Saul

Volume 29, numéro 3, 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703932ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703932ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Saul, S. (1998). Compte rendu de [Le PRESTRE, Philippe G. (dir.). *Role Quests in the Post-Cold War Era. Foreign Policies in Transition*. Montréal, McGill-Queen's University Press, 1997, 315 p.] *Études internationales*, 29(3), 740–742.  
<https://doi.org/10.7202/703932ar>

stratégies défensives de parts de marché ou de protection d'exceptions culturelles aient teinté hypocritement les déclarations de foi solennelles dans les principes de liberté et de libre circulation de l'information. En revanche, les revendications des pays du Tiers-monde se sont avérées peu opératoires et se sont heurtées d'abord au principe de réalité. Dans une contribution fouillée, M. Musa montre que la volonté du Tiers-monde de maîtriser la production et la diffusion du flux communicationnel et d'en réduire le déséquilibre butte sur des obstacles considérables. Les agences de presse des pays en voie de développement ne parviennent pas en particulier à se passer des services des quelques grandes agences internationales qui monopolisent la fabrication et la transmission des nouvelles. De même que certaines expériences qui ont pris un bon départ comme la PANA (Pan-African News Agency) se sont révélées vulnérables aux pressions politiques des uns et des autres en période de crise. Toutefois, le débat a aussi changé de nature. Comme le relève P. Thomas, les choses sont allées très vite dans certains pays du Sud qui donnent, à présent, à voir une explosion de multiples médias, signe de démocratisation souvent anarchique du paysage audiovisuel mais aussi de prise de conscience de l'importance de l'information dans la formation des citoyens. Dès lors, il apparaît illusoire de vouloir détacher le problème de l'information du contexte général de développement économique mais aussi de progression de la démocratie dans les pays du Sud (R. Vincent).

En définitive, les études réunies dans l'ouvrage montrent la difficulté de la mise en œuvre de la notion de

nouvel ordre mondial de l'information. Les propositions de la commission MacBride visant à la démocratisation de l'information, à la réduction du pouvoir des oligopoles communicationnels et à l'encouragement de politiques locales d'information ne se sont pas appliquées. Reste que la prise de conscience de la question de l'information dans le contexte de la mondialisation n'aura jamais été aussi forte. L'ouvrage édité par Golding et Harris est une très bonne introduction aux problèmes actuels soulevés par l'instauration du NWICO. Un glossaire fouillé des termes et concepts de la communication achève de le rendre utile pour une saisie des enjeux de l'information au plan mondial.

Joseph MAILLA

*Institut d'études économiques et sociales,  
Paris*

### **Role Quests in the Post-Cold War Era. Foreign Policies in Transition.**

*Le PRESTRE, Philippe G. (dir.).  
Montréal, McGill-Queen's University  
Press, 1997, 315 p.*

Cet ouvrage collectif est le fruit d'un projet de recherche mené par le Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité (CEPES) créé en 1991 au Département de science politique de l'Université du Québec à Montréal. Il s'agit d'un examen comparatif des changements que la fin de la guerre froide a apportés dans la politique extérieure des grandes puissances.

Période de mutations rapides et de remises en question des conceptions et pratiques antérieures, le début des années 1990 constitue un

moment privilégié d'observation des transformations en cours dans les relations internationales. Sont retenus pour fins d'analyse l'Union soviétique/Russie, les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, la Chine et le Canada. Chaque pays a droit à un chapitre – deux pour les États-Unis – rédigé par un ou deux chercheurs associés au CEPES. Douze auteurs ont signé les onze chapitres, dont deux sont de synthèse.

Le partage des tâches n'implique pas cependant une multiplication des approches ou l'absence d'un fil conducteur. Loin de représenter une juxtaposition d'études autonomes, l'ouvrage est construit autour d'une problématique centrale au service de laquelle est mise en œuvre une méthodologie commune. Résultats manifestes d'une collaboration réussie par l'équipe, l'unicité du thème central et la cohérence de l'approche sont deux des qualités de cette publication.

La problématique de l'ouvrage repose sur le concept de rôle, en l'occurrence celui que jouent les États dans le système international. Cet axe de recherche se recommande aux auteurs, compte tenu du contexte mouvant de l'après-guerre froide et de l'incertitude suscitée par l'érosion ou la disparition des points de repère propres à un monde bipolaire et longtemps considérés comme fixes. La problématique s'inspire d'une étude de Kal Holsti, laquelle met l'accent sur la vision des décideurs à propos des décisions, engagements, règles, actions et fonctions qui conviennent à leur pays sur le plan international. Cette vision est soit prescrite par des acteurs externes soit élaborée par les

décideurs eux-mêmes. L'ouvrage se concentre sur la vision que génèrent les décideurs. Au moyen de l'énonciation de son rôle, un État exprime ses choix, ses attentes et sa perception du monde.

L'approche fondée sur le concept de rôle national n'a pu avoir la faveur des chercheurs dans le domaine des relations internationales. Elle a subi la concurrence d'autres approches, plus portées sur les résultats immédiats, tandis que la relative stabilité du système bipolaire a découragé les virages majeurs dans les politiques des États. La fin de la guerre froide apparaît comme une conjoncture propice à la mise à contribution du travail de Holsti.

Si le concept de rôle recèle des capacités explicatives certaines, il n'est pas proposé de le substituer aux critères « classiques » ou « réalistes » de sécurité et de puissance. Tout au plus l'ouvrage recommande-t-il le concept de rôle comme moyen d'aller au-delà des analyses géopolitiques (pp. 5-6). Il convient, en effet, de souligner qu'une discordance entre la prise en compte des intérêts immédiats et le rôle national envisagé peut signifier une projection vers l'avenir des ambitions du moment plutôt qu'une anomalie ou une manifestation d'irrationalité. Le rôle n'est-il pas aussi l'idéalisation des intérêts entendus comme nationaux et la formulation normative des options préférées pour les promouvoir ? L'État qui entreprend une action qui se révèle *a posteriori* néfaste à l'intérêt national n'a pas forcément choisi de se mettre en contradiction avec lui-même et de subordonner ses intérêts à la conception de son rôle (ex. l'intervention franco-

britannique en Finlande en 1939-1940, l'escalade américaine en Indochine). L'on peut admettre comme au moins plausible l'interprétation à l'effet qu'il ait fondé son action sur une appréciation de ses intérêts qui lui paraissait juste au moment où il a pris sa décision, mais qui s'est avérée erronée par la suite. Il résulte que le concept de rôle est un instrument utile d'explication des comportements internationaux, mais pas le seul.

La notion de rôle se rattache à deux autres notions autour desquelles s'articule l'ouvrage: le statut et l'identité. « Le « statut » a trait à la perception subjective qu'ont les dirigeants de la position de leur pays plutôt qu'à une évaluation plus objective de la position réelle de puissance qu'occupe leur pays dans le système, autrement dit au statut atteint » (p. 8). Le statut est un déterminant interne. Quant à l'identité, déterminant externe, elle est synonyme de la représentation que les sociétés ont d'elles-mêmes et de ce qu'elles constituent dans le monde. C'est le point d'ancrage de la conception autogénérée de leur rôle. Le problème de l'identité est particulièrement d'actualité. Outre la fin de la guerre froide, les déséquilibres dus aux transformations économiques et technologiques ont éveillé des incertitudes profondes et multifformes qui n'ont pas manqué de se répercuter sur le terrain des relations internationales. L'ouvrage s'ordonne autour de l'opérationnalisation de ces trois notions: rôle, statut et identité.

L'analyse ne concerne pas les actions entreprises dans le domaine de la politique extérieure. Seules les re-

présentations que se font les responsables du rôle recherché pour leur pays sur la scène internationale entrent dans le cadre du projet. La structure des chapitres est similaire, format qui facilite les comparaisons entre les études de cas. Chaque chapitre débute par un tour d'horizon des débats postérieurs à 1989 en vue de préciser les rôles que s'attribue le pays sélectionné. La deuxième étape comporte une analyse du contenu des discours pertinents prononcés par les principaux décideurs de 1989 à 1993. La troisième rattache la définition du rôle au statut et à l'identité.

Si les chapitres offrent un luxe de tableaux et font une grande place aux données chiffrées compilées lors de l'enquête, les auteurs résistent à la tentation de tout sacrifier à l'analyse quantitative, telle celle de la fréquence des déclarations, piège et mirage qui guettent ce genre de méthode. Ils s'appliquent surtout à dégager des tendances et à expliquer des inflexions ou des virages. Le quantitatif est subordonné à l'explicatif.

Il résulte de cette publication que la fin de la guerre froide a été l'occasion d'une remise en question des rôles acceptés auparavant. Elle n'a pas pour autant entraîné des renouvellements majeurs. L'analyse des discours ne révèle pas de faits foncièrement neufs ou restés jusque-là dissimulés sous le flot des événements. Sa valeur n'est en rien diminuée, car elle permet de mettre en relief et de cerner avec exactitude les réactions des uns et des autres face aux changements en cours.

Samir SAUL

Département d'histoire  
Université de Montréal, Canada